

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1963-1964.

12 JUIN 1964.

**Projet de loi
sur le repos du dimanche**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL
ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE (1)
PAR M. **BERTINCHAMPS**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le projet de loi sur le repos du dimanche a été déposé, au Sénat, le 25 avril 1960, et a déjà été longuement examiné par votre Commission.

Le Sénat a voté le projet le 27 février 1964 à l'unanimité, sauf une abstention.

La Chambre a apporté certaines modifications au texte voté par le Sénat.

La nouvelle rédaction du projet a été votée à l'unanimité par la Chambre, sauf une abstention, en séance du 21 mai 1964.

Votre Commission a examiné particulièrement les articles amendés par la Chambre des Représentants :

ART. 2.

Cet article a été complété par un point 7^o, libellé comme suit :

(1) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la Commission :

MM. Troclet, président; Beulers, Bonjean, Carpels, Debucquoy, Derore, Devuyt, Mlle Driessen, MM. Heylen, Merchiers, Pede, Remson, Simoens, Smet, Urbain, Uselding, Vandeputte, Wyn et Bertinchamps, rapporteur.

R.A 5898

Voir :

Document du Sénat :

243 (Session de 1963-1964) : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1963-1964.

12 JUNI 1964.

**Ontwerp van wet
op de zondagsrust**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
TEWERKSTELLING, DE ARBEID
EN DE SOCIALE VOORZORG (1)
UITGEBRACHT
DOOR DE H. **BERTINCHAMPS**.

DAMES EN HEREN,

Het ontwerp van wet op de zondagsrust, dat op 25 april 1960 bij de Senaat was ingediend, werd reeds langdurig door uw Commissie onderzocht.

De Senaat heeft het ontwerp op 27 februari 1964 aangenomen met algemene stemmen, op 1 onthouding na.

De Kamer heeft bepaalde wijzigingen aangebracht in de tekst die door de Senaat was goedgekeurd.

Zij heeft het ontwerp in zijn nieuwe redactie, met algemene stemmen op 1 onthouding na, goedgekeurd ter vergadering van 21 mei 1964.

Uw Commissie heeft in het bijzonder de artikelen onderzocht die de Kamer van Volksvertegenwoordigers geamendeerd heeft, nl. :

ART. 2.

Dit artikel werd aangevuld met een n^o 7^o, luidende:

(1) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissie deelgenomen :

De heren Troclet, voorzitter; Beulers, Bonjean, Carpels, Debucquoy, Derore, Devuyt, Mej. Driessen, de heren Heylen, Merchiers, Pede, Remson, Simoens, Smet, Urbain, Uselding, Vandeputte, Wyn en Bertinchamps, verslaggever,

R.A 5898

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

243 (Zitting 1963-1964) : Ontwerp geamendeerd door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

« 7° aux personnes occupées dans les établissements d'enseignement. »

La notion « travailleur » étant très large, le personnel enseignant tombe en principe sous le champ d'application de la loi.

Etant donné que les établissements d'enseignement doivent pouvoir dispenser l'enseignement le dimanche, il s'avérerait nécessaire de reprendre cette catégorie de « travailleurs » parmi les exceptions de l'article 2.

Cette modification a été adoptée à l'unanimité.

ART. 6.

1° Le § 1^{er} de cet article a été complété sous le point 11° par les mots « les entreprises de réparation et d'entretien de navires ».

En effet, le travail du dimanche étant reconnu comme indispensable pour le personnel navigant occupé à des travaux de transport par eau ainsi que pour les travaux de chargement et de déchargement dans les ports, il était indispensable d'autoriser également le travail du dimanche aux entreprises de réparation et d'entretien de navires.

Un membre de la Commission a déposé l'amendement suivant :

Au § 1^{er} de cet article, supprimer les mots « 11° les entreprises de réparation et d'entretien de navires ».

Cet amendement est justifié comme suit :

Ce texte a été ajouté par la Chambre, suite au vote d'un amendement proposé par M. Delwaide, mais repris par le Gouvernement, après qu'il eut été retiré par son auteur.

La justification donnée par M. Delwaide à son amendement n'est toutefois pas pertinente.

Il n'est pas vrai que les opérations de chargement et de déchargement dans les ports de mer se fassent sans interruption. Ce fut le cas autrefois dans les ports belges, mais pas nécessairement dans les autres.

De plus, un amendement de M. Loos relatif à la navigation intérieure a été rejeté par la même Commission de la Chambre pour le motif que les bateliers ne travaillent pas le dimanche.

Normalement, les réparateurs ne travaillent pas non plus le dimanche. Ils ne le font qu'en cas de force majeure.

Aussi n'y a-t-il pas lieu de prévoir dans la loi, une dérogation permettant de prendre les mesures nécessaires pour maintenir à flot un navire qui aurait subi une avarie en entrant au port un dimanche. Ces travaux n'ont d'ailleurs rien de commun avec la réparation normale des navires.

En outre, les dockers du port d'Anvers bénéficient actuellement de la semaine des cinq jours et lorsqu'un navire aborde au port le dimanche, les opérations de chargement ou de déchargement ne peuvent commencer le jour même; les navires à charger ou à décharger n'entrent généralement pas en cale sèche.

« 7° de personen tewerkgesteld in onderwijsinstellingen. »

Vermits het begrip « werknemer » zeer ruim is, valt het onderwijzend personeel in beginsel onder het toepassingsgebied van de wet.

Daar de onderwijsinstellingen 's zondags onderwijs moeten kunnen verstrekken, bleek het noodzakelijk deze categorie « werknemers » onder de uitzonderingen van artikel 2 op te nemen.

Deze wijziging wordt met algemene stemmen aangenomen.

ART. 6.

1° § 1 van dit artikel werd aangevuld onder het n° 11° met de woorden « de ondernemingen voor scheepsherstelling en -onderhoud ».

Immers, aangezien zondagsarbeid onontbeerlijk wordt geacht voor het varende personeel tewerkgesteld aan werken van vervoer te water alsook voor het laden en lossen in havens, is het onontbeerlijk de zondagsarbeid insgelijks toe te laten in ondernemingen voor scheepsherstelling en -onderhoud.

Een commissielid heeft het volgende amendement ingediend :

In § 1 van dit artikel, de woorden « 11° ondernemingen voor scheepsherstellingen en -onderhoud » te schrappen.

Dit amendement wordt verantwoord als volgt :

Deze toevoeging werd door de Kamer gedaan ingevolge een amendement van de h. Delwaide, dat de Regering echter had overgenomen nadat de indiener het had ingetrokken.

De verantwoording van het amendement van de h. Delwaide is echter volledig nevens de zaak.

Het is niet waar, dat het lossen en laden in de zeehavens geen onderbreking kent. Dat was wel zo in de Belgische havens, maar daarvoor niet noodzakelijkerwijze in andere.

Daarbij komt dat een amendement van de h. Loos betreffende de binnenscheepvaart door dezelfde Commissie van de Kamer verworpen werd, op grond van het feit dat de schippers 's zondags niet werken.

Ook de scheepsherstellers werken in normale omstandigheden 's zondags niet. Dat gebeurt slechts als er overmacht in het spel is.

Indien dus een schip op zondag de haven zou binnenkomen en schade zou oplopen, is daarvoor geen enkele afwijkende bepaling in de wet noodzakelijk om het schip vlot te houden. Dit heeft echter niets te maken met het eigenlijke scheepsherstellingswerk.

Daarbij hebben de Antwerpse havenarbeiders thans de vijf dagenweek verworven en met het lossen of laden van een schip dat op zondag binnenloopt mag niet dezelfde dag worden begonnen, en te lossen of te laden schepen komen over het algemeen niet in de droogdokken.

Le projet de loi prévoit que la commission paritaire pourra toujours prendre des décisions à ce sujet.

Cet organisme, où siègent les délégués des patrons et ceux des travailleurs, n'a pas jugé nécessaire jusqu'à présent de prendre des mesures particulières pour assurer le travail dominical. C'est pourquoi, nous croyons qu'en l'occurrence le législateur ne doit pas se charger d'une tâche qui appartient à l'organisme spécialement créé à cette fin.

En supprimant la mention relative aux entreprises de réparation de navires, on ne modifiera pas, ou guère, la situation actuelle et il est, par conséquent, inutile de la maintenir.

Le Ministre déclare ce qui suit : L'article 7 dit explicitement que le Roi peut également supprimer le régime établi par l'article 6. En vertu de l'article 13, le Roi prend au préalable, l'avis de la Commission paritaire compétente. Le Ministre rappelle, en plus, que la possibilité de travailler le dimanche en application de l'article 6, n'est applicable que pour autant qu'un repos compensatoire soit accordé dans les six jours qui suivent le dimanche.

Suite aux explications données par le Ministre, l'amendement a été retiré.

2^o Le § 1^{er}, 22^o, du texte néerlandais, a été remplacé à la suite d'un amendement (Doc. n^o 737-9, Chambre, Session de 1963-1964) par « het depanneren van motorvoertuigen en van distributieautomaten ».

Le terme « takelen » (véhicules automobiles) comprend uniquement l'enlèvement et non pas la réparation de véhicules automobiles, tandis que le texte français utilise le mot « dépannage » qui couvre les deux notions. Dès lors, le terme « depanneren » a également été utilisé dans le texte néerlandais. Il apparaît d'ailleurs que ce mot est consacré par le bon usage.

D'autre part, le terme néerlandais « autovoertuigen » pourrait éventuellement être interprété d'une façon trop restrictive; c'est pourquoi le terme « motorvoertuigen » a été employé.

La Commission adopte cette modification.

3^o Au § 1^{er}, 24^o, à la suite d'un amendement (Doc. n^o 737-7, Chambre, Session de 1963-1964), le « déhalage » dans les ports, débarcadères et stations est autorisé également.

Par « déhalage », il y a lieu d'entendre le déplacement d'un bateau à l'aide d'amarres ou de cordes.

Le 24^o a été complété dans ce sens.

La Commission adopte cette modification.

4^o § 2, *in fine*, a été modifié dans ce sens que le Roi, dans certains cas visés au § 1^{er} qu'il détermine, peut accorder une dérogation au principe du respect du délai de 6 jours dans lequel un repos compensatoire doit être octroyé lorsqu'un travail a été presté le dimanche.

Het ontwerp van wet bepaalt dat het paritair comité nog altijd beslissingen nemen kan.

Een orgaan waarin de patroons en de arbeiders samen zetelen, heeft het tot dusver nog niet nodig geacht om specifieke maatregelen te nemen om het zondagwerk te verzekeren. Onzes inziens moet de wetgever dan ook in dit geval de taak niet overnemen van de speciaal daarvoor opgerichte organen.

Het schrappen van de vermelding van de scheepsherstellingsbedrijven in de zeehavens zal weinig of geen wijziging brengen in de huidige toestand en bijgevolg is het nutteloos die vermelding te handhaven.

De Minister verklaart het volgende : Artikel 7 zegt met evenveel woorden dat de Koning eveneens het bij artikel 6 ingevoerde stelsel kan afschaffen. Krachtens artikel 13 wint de Koning vooraf het advies van het bevoegde paritair comité in. De Minister wijst er bovendien op dat de mogelijkheid om met toepassing van artikel 6, 's zondags te werken, slechts geldt voor zover inhaalrust wordt verleend binnen zes dagen na de zondag.

Ingevolge deze toelichting van de Minister wordt het amendement ingetrokken.

2^o § 1, 22^o, Nederlandse tekst, werd, ingevolge een amendement (Gedr. St. n^r 737-9, Kamer, Zitting 1963-1964) vervangen door « het depanneren van motorvoertuigen en van distributieautomaten ».

Het woord « takelen » (motorvoertuigen) omvat alleen het wegslepen van motorvoertuigen en niet het herstellen, terwijl de Franse tekst het woord « dépannage » gebruikt, dat beide begrippen dekt. Derhalve werd het woord « depanneren » eveneens in de Nederlandse tekst gebruikt. Het blijkt trouwens als algemeen Nederlands ingang gevonden te hebben.

Anderdeels kon de Nederlandse term « autovoertuigen » eventueel te beperkend worden uitgelegd; daarom werd de term « motorvoertuigen » gebruikt.

De Commissie keurt deze wijziging goed.

3^o Bij § 1, 24^o, werd ingevolge een amendement (Gedr. St. n^r 737-7, Kamer, Zitting 1963-1964) ook het « verhalen » in havens, losplaatsen en spoorwegstations toegelaten.

Onder « verhalen » wordt verstaan : een schip met touwen of trossen naar een andere ligplaats brengen.

Het n^r 24^o werd in die zin aangevuld.

De Commissie keurt deze wijziging goed.

4^o § 2, *in fine*, werd gewijzigd in deze zin dat de Koning, in sommige bij § 1 door hem bepaalde gevallen, een afwijking kan toestaan op het principe van de eerbiediging van de termijn van zes dagen binnen welke een inhaalrust moet worden toegekend wanneer zondagsarbeid werd gepresteerd.

Selon l'auteur de cet amendement, il est très difficile pour les entreprises touristiques et autres, ainsi que par exemple les foires commerciales, d'accorder le repos compensatoire endéans le délai imposé de 6 jours.

Il importe donc d'assouplir le texte de la loi de sorte que le Roi puisse prendre les arrêtés de dérogation nécessaires pour résoudre certains cas particuliers.

La dérogation ne sera donc pas accordée pour tous les cas visés au § 1^{er}, mais seulement pour ceux que le Roi détermine après avis, selon le cas, de la commission paritaire ou du Conseil national du Travail.

En outre, il y a lieu de stipuler que quelles que soient les modalités de l'octroi du repos compensatoire, celui-ci sera accordé dans tous les cas.

Cette modification à l'article 6 implique que des règles analogues s'appliqueront pour l'article 7.

Cette modification a été adoptée par la Commission.

ART. 7.

Aux deux alinéas de cet article, le mot «établissements» a été inséré entre les «entreprises» et «ou travaux».

L'article 7 vise en effet à étendre l'application du régime de l'article 6.

Cet article visant des entreprises, établissements et travaux, l'article 7 doit pouvoir s'appliquer également à des établissements.

La Commission adopte cette modification.

ART. 8.

La phrase introductive de l'alinéa 1^{er} de cet article a été modifiée en vue de l'uniformité du texte.

La même rédaction a été adoptée que celle des dispositions des articles 6, § 2, 1^{er} alinéa et 9, dernier alinéa.

La référence à l'article 5, § 2, 3^e et 4^e alinéas, n'était d'ailleurs pas exacte. Il s'agissait des 2^e et 3^e alinéas.

La Commission adopte cette modification.

ART. 10.

L'article 10, stipulait en son 2^e alinéa que par dérogation au principe fixé à l'alinéa 1^{er}, le Roi pouvait autoriser l'emploi des enfants de 14 à 16 ans dans des industries où le travail, en raison de sa nature, ne souffre ni interruption, ni retard.

Cette faculté a été supprimée, la Commission étant d'avis de ne pas pouvoir admettre des dérogations pour des enfants en-dessous de 16 ans.

Suivant des renseignements fournis par l'Inspection sociale, il apparaissait d'ailleurs qu'à l'heure

Volgens de indiener van dit amendement is het zeer moeilijk voor de toeristische en andere bedrijven, zoals bij voorbeeld de jaarbeurzen, de inhaalrust binnen de opgelegde termijn van 6 dagen toe te kennen.

Het komt er dus op aan de tekst van de wet te versoepelen zodanig dat de Koning de nodige afwijkende besluiten kan nemen om bepaalde particuliere gevallen op te lossen.

De afwijking zal dus niet toegestaan worden voor alle bij § 1 bedoelde gevallen, maar alleen voor die welke de Koning bepaalt, na advies, naargelang het geval, van het paritair comité of van de Nationale Arbeidsraad.

Daarenboven dient aangestipt dat de inhaalrust, welke ook de modaliteiten ervan zijn, steeds zal worden toegestaan.

Deze wijziging van artikel 6 brengt mede dat voor artikel 7 gelijkaardige regels gelden.

Deze wijziging werd door de Commissie aangenomen.

ART. 7.

In de twee leden van dit artikel werd, tussen de woorden «ondernemingen» en «of werken» het woord «instellingen» ingevoegd.

Artikel 7 beoogt immers de toepassing van het regime van artikel 6 uit te breiden.

Daar artikel 6 ondernemingen, instellingen en werken beoogt, moet ook artikel 7 toepasselijk zijn op instellingen.

De Commissie keurt deze wijziging goed.

ART. 8.

De inleidende zin van het 1^{ste} lid van dit artikel werd gewijzigd met het oog op de eenvormigheid van de tekst.

Dezelfde redactie werd aangenomen als in de artikelen 6, § 2, 1^{ste} lid, en 9, laatste lid.

De verwijzing naar artikel 5, § 2, 3^e en 4^e lid, was trouwens niet juist. Het ging immers om het 2^e en het 3^e lid.

De Commissie neemt deze wijziging aan.

ART. 10.

Artikel 10, 2^e lid, bepaalde dat de Koning kon toelaten, in afwijking van het bij het 1^{ste} lid gestelde principe, kinderen tussen 14 en 16 jaar tewerk te stellen in bedrijven waarin de arbeid, uit hoofde van zijn aard, niet kan worden onderbroken of uitgesteld.

Deze mogelijkheid werd geschrapt omdat de Commissie meende geen afwijkingen voor kinderen beneden de 16 jaar te kunnen aanvaarden.

Uit inlichtingen door de Sociale Inspectie verstrekt bleek trouwens dat op dit ogenblik geen

actuelle, il n'y a plus d'enfants de moins de 16 ans occupés dans ces industries.

La Commission adopte cette modification.

ART. 20 et 24.

Dans le texte néerlandais de ces articles, le mot «overtredingen» a été remplacé par le mot «misdrijven».

Ce dernier mot correspond en effet au terme français «infractions».

La Commission adopte cette modification.

Elle a adopté, en outre, à l'unanimité, les autres articles du texte, transmis par la Chambre des Représentants.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

De Rapporteur,
H. BERTINCHAMPS.

Le Président,
A. USELDING.

kinderen beneden de 16 jaar in dergelijke bedrijven meer worden tewerkgesteld.

De Commissie neemt deze wijziging aan.

ART. 20 en 24.

In deze artikelen werd, in de Nederlandse tekst, het woord «overtredingen» vervangen door het woord «misdrijven».

Dit laatste woord beantwoordt inderdaad aan het Franse «infractions».

De Commissie neemt deze wijziging aan.

Ook de overige artikelen van de door de Kamer van Volksvertegenwoordigers overgezonden tekst worden met algemene stemmen aangenomen.

Dit verslag is met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
H. BERTINCHAMPS.

De Voorzitter,
A. USELDING.